
M.E.S., Numéro 126, Janvier - Février 2023

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 09 février 2023



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, janvier - février 2023

L'ATTENTISME DES INITIATEURS DES PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE (PME) DE SURVIE FACE AU RISQUE

Cas de la ville de Kinshasa en République Démocratique du Congo

par

Jean Paul BOTONGA MPUTU

*Chef de Travaux en Sociologie,
Faculté des Sciences Sociales, Université de Kinshasa*

Résumé

Ce article analyse les facteurs indispensables à un entrepreneur des PME pour « estimer et gérer le risque ».

Mots-clés : *attentisme, initiateurs, PME, risque*

Abstract

This article analyzes the essential factors for an SME entrepreneur to “estimate and manage risk”.

Keywords : *attentisme, initiateurs, petite et moyenne entreprise, risque*

INTRODUCTION

Il convient de noter que la PME dont il est question ici est d'une nature particulière ; il s'agit d'une PME créée dans un contexte de misère ou encore de pauvreté généralisée, dont le fonctionnement obéit à une rationalité éloignée de l'idéal originel de la création de ce type d'entreprise.

La RDC, quatre fois plus vaste que la France, près de quatre-vingt fois la Belgique, possède un sous-sol très riche grâce à ses énormes gisements de cuivre, de cobalt, de coltan, d'or, de diamant et bien d'autres minerais de valeur.

Le secteur agricole possède un potentiel considérable et repose sur des opportunités tout à fait remarquables, notamment :

- des conditions climatiques et écologiques favorables aux activités agricoles ;
- une grande disponibilité en terres agricoles avec environ 75.000.000 d'hectares ;
- un marché potentiel de plus de 100 millions d'habitants en considérant les régions urbaines du pays et les pays voisins ;
- un mouvement associatif en émergence et en expansion dans l'ensemble du pays.

Pourtant, sa population compte parmi les plus misérables de la planète. Elle vit une situation de pauvreté généralisée (plus ou moins 80%), pas d'accès à l'eau potable ; pas d'accès facile à l'éducation et aux soins de santé et autres difficultés.

En effet, depuis la traite négrière, en passant par la colonisation et aujourd'hui la mondialisation, la RD Congo a toujours été l'affaire des autres ; c'est-à-dire une zone d'exploitation soumise à des politiques de prédation et d'expropriation de ses richesses¹.

Emile Bongeli considère à ce propos que « la RDC est tombée trop bas, tant au niveau interne qu'à l'échelle des Nations. Etat-bébé, elle l'est effectivement et l'est progressivement devenue, suite à une série de facteurs plusieurs fois diagnostiqués, à savoir :

- le mauvais choix de politiques publiques ;
- les pratiques politiques maladroites ;

¹ KINKELA NSABI JM., « La RDC dans l'état de la mondialisation : regard sur la situation avicole », in *Grésea echos*, N°45 Janvier-février-mars 2006/Bruxelles,

- la corruption généralisée ;
- l'impunité normalisée ;
- le déficit de management institué².

Face à cette situation de pauvreté généralisée et de l'absence structurelle d'agir de l'Etat, la population s'organise en se prenant en charge par la mise sur pied d'un certain nombre d'initiatives socio-économiques afin de survivre.

Toutes ces initiatives marchandes au-delà des critères scientifiques et législatifs, et même des querelles terminologiques, peuvent en notre sens, sont des petites et moyennes entreprises. Elles prennent en charge plus ou moins 80% de la population active ; offrent des biens et services adaptés au faible pouvoir d'achat des populations ; contribuent relativement aux taxes et impôts ; traduisent une certaine créativité et un certain dynamisme ; approvisionnent de manière informelle des centres urbains et des campagnes en biens de première nécessité ; et assurent la survie des populations.

Bref, face à la situation de crise socio-économique généralisée, ces PME constituent un instrument de paix sociale et de stabilisation de la société. Toutes ces initiatives constituent l'économie réelle qui permet à la population survivre.

Pour bien le démontrer, cette étude s'articule en trois points : le balisage conceptuel, les risques probables inhérents au fonctionnement des PME et l'attentisme des initiateurs face aux risques. Une brève conclusion y met un terme

I. BALISAGE CONCEPTUEL

En sociologie, l'expression petites et moyennes entreprises désigne l'œuvre des acteurs sociaux qui ont une certaine vision, un certain idéal, une façon de se comporter « attitude » vis-à-vis de la chose désignée ». Un concept véhicule une idée, des attitudes à adopter, des valeurs, donc une organisation sociale déterminée. C'est donc une construction sociale.

Au sujet de la définition de la petite et moyenne entreprise implantée à Kinshasa ; Ilaka note ce qui suit : la petite et moyenne entreprise congolaise renferme ses spécificités. En RDC, la PME à la maison de communication, au cambisme, à la boulangerie artisanale, au bar, au salon de coiffure, ...³

C'est l'ensemble d'activités de survie créées par la population pour tenter de faire face aux incertitudes du lendemain. Des activités qui ne répondent pas aux principes de création d'une entreprise capitaliste, mais elles évoluent selon les réalités du pays avec l'intention de résoudre certains besoins de la population, notamment : l'éducation des enfants, l'alimentation de leurs foyers, l'habillement, soins de santé et autres.

Dans le cadre précis des activités de survie, cette étude tente d'analyser les facteurs pris en compte pour estimer et gérer le risque ? Dans ce contexte, le risque revêt une double nature :

- risques d'ordre conceptuel, organisationnel, et opérationnel, et
- risques face à l'avènement de la mondialisation caractérisée par la fusion de grandes entreprises, la présence d'une forte compétitivité, et la nécessité de la mise sur pied des stratégies réalistes et adaptées pour résister à ce vent.

A propos de risques de la première nature, notre constat est que les petites et moyennes entreprises de survie telles que créées et fonctionnant à Kinshasa, en particulier, et en RDC, en général, n'obéissent pas à une rationalité de fonctionnement originel des PME. En effet, la plupart de ces initiatives se limitent à des réponses que les pauvres donnent à leurs problèmes

²BONGELI YA. L'Etat-Bébé in Analyses sociales, volume unique, 2003

³ILAKA, les Petites et Moyennes Entreprises et la reconstruction Nationale in actes du forum des femmes du 19 au 22 Octobre 1993 palais du peuple, Kinshasa

existentiels. Elles constituent le prolongement de la poche du pauvre. Il sied de noter ici que l'initiateur d'une PME de survie peut accepter de perdre son capital si les besoins sociaux le lui exigent⁴.

II. RISQUES INHERANTS AU FONCTIONNEMENT DES PME.

Parmi les risques majeurs relevant de la première nature, citons⁵ :

- la conception même de la PME par son initiateur et les membres de sa famille qui la considèrent non pas comme une unité de production autonome, une personne morale à gérer et dont le fonctionnement est utile pour l'ensemble de la population et la société, mais plutôt comme le prolongement de la poche de son initiateur, et même un moyen d'intervention en cas de besoin des membres de sa famille ;
- le déficit des capacités de gestion. Il s'explique par la maîtrise très limitée ou la méconnaissance des outils de gestion comme la tenue de la comptabilité, le calcul de prix de revient, l'élaboration d'un plan de Trésorerie et la confusion une fois de plus entre la caisse de l'entreprise et la poche du promoteur ;
- l'atrophie de la fonction marketing. Beaucoup de gestionnaires des PME ne fournissent aucun effort pour assurer la promotion de leurs produits ;
- le manque de formation et d'information. Les opérateurs économiques des P.M.E ne se soucient pas, ou encore se soucient peu de leur propre formation ou de celle de leurs collaborateurs, et ne créent pas de réseaux d'information pourtant utiles à la vie de l'entreprise ;
- l'insuffisance du respect des normes de qualité. Le non-respect de normes de qualité place les produits des PME congolais à des positions peu compétitives par rapport aux produits concurrents importés;
- l'ignorance des textes juridiques. Cette ignorance les expose à des tracasseries diverses et pertes énormes en temps et en argent;
- l'incapacité à présenter des dossiers pouvant leur permettre d'accéder à un quelconque avantage;

L'environnement étatique et sociétal est marqué par les éléments ci-après :

- l'insuffisance des structures d'appui et d'encadrement. La plupart des structures censées appuyer ou encadrer les PME, ont, elles-mêmes, besoin d'appui ou d'encadrement et, ne remplissent donc pas leur rôle;
- les difficultés d'accès au commerce extérieur. Les contraintes d'accès au marché extérieur, notamment une législation lourde, d'énormes frais à l'exportation, constituent des barrières pour les PME ;
- le manque de crédit, les PME congolaises éprouvent d'énormes difficultés en Fonds de roulement ou d'investissement au cas où ils n'ont pas de structures de Financement adaptées à leurs conditions. Le manque de moyens les oblige à utiliser des machines souvent obsolètes;
- le manque de politique claire en faveur des PME : celles-ci ne bénéficient pas d'un régime particulier en matière de Formation, de fiscalité ou parafiscalité, d'accès à l'énergie.

Nonobstant toutes ces faiblesses, les PME développent des mécanismes de survie et s'adaptent malgré tout au contexte congolais, étant donné que ce pays à dimension

⁴KINKELA NSABI, J.M, Petites et Moyennes entreprises comme stratégie de lutte contre la pauvreté en République Démocratique du Congo « Une contribution à l'économie sociale, Mémoire de DEA en sociologie, FSSAP, UNIKIN, 2005-2006/

⁵ RDC, Atelier sur la promotion des P.M.E pour une croissance inclusive et durable en Afrique, Grand Hôtel, Kinshasa du 12 au 14 juin 2015.

continentale éprouve encore beaucoup de difficultés en matière de communication et de la mobilité physique des personnes et de leurs biens faute de bonnes routes, des voies navigables accessibles La RDC ayant connu des guerres depuis les années 1997 jusqu'à ces jours, est jugé dangereux pour les Investisseurs étrangers ; d'où les PME jouent un rôle important et même indispensable pour ces populations pauvres ⁶»

Tous les éléments évoqués ci-haut, constituent le risque de la première nature face auquel l'opérateur économique, initiateur d'une PME de survie est aux prises.

III. ATTENTISME DES INITIATEURS DE PME FACE AUX RISQUES.

Tous ces écueils développent dans le chef de l'opérateur économique, initiateur d'une PME de survie, un sentiment d'insécurité permanente, de manque de confiance en soi, de méfiance vis-à-vis de l'Etat, de l'incertitude du lendemain. Et d'ailleurs, le constat fait est que lorsqu'on est en face d'un initiateur d'une PME instruit (universitaire), la tendance est de considérer l'activité exercée comme un travail transitoire en attendant l'implantation des grandes entreprises où ils espèrent travailler comme « Agents ». Que faire alors pour améliorer cette situation ?

A notre avis, les mesures suivantes sont à préconiser⁷ :

- réforme du cadre juridique et institutionnel des PME;
- mise à la disposition des P.M.E de lignes de crédits adaptés;
- décentralisation des pouvoirs en matière administrative ;
- mise en place des politiques d'encouragement de la formation.

Ce n'est que dans ces conditions que la PME de survie congolaise pourrait devenir une PME pérenne dans le cadre d'un entrepreneuriat responsable.

Pour ce qui est des risques de la seconde nature, c'est-à-dire ceux liés aux conséquences de la mondialisation qui est un processus économique d'intervention des agents libéralisation des échanges, ce processus débouche sur la perte de l'autonomie des politiques économiques locales ⁸.

C'est avec raison que Annie Vinokur estime qu'il s'agit d'un processus d'élimination systématique des obstacles institutionnels et technologiques au mouvement Financier ⁹

Cette mondialisation s'appuie sur des principes capitalistes tels que :

- la dérégulation des marchés des capitaux;
- la financiarisation croissante de l'économie (tyrannie des marchés) ;
- la forte compétitivité;
- l'érosion de la souveraineté des Etats et la suppression, si pas la réduction des droits de douane ¹⁰.

Cette situation contraint les PME de survie (pays du Sud) à se placer sur le même terrain que les grandes entreprises fusionnées, plus riches, technologiquement plus avancées et financièrement plus fortes.

Il va de soi que dans la phase actuelle, les différents dirigeants de toutes ces PME de survie ne peuvent exprimer qu'une attitude de résignation (victime) vis-à-vis de la

⁶BUSI C., Les P.M.E, leurs atouts et faiblesses in CADICEC Information n°103/104, Novembre 2004

⁷ RDC, Atelier sur la promotion ..., *Op.cit*

⁸Albertini ; J.M et Alii, Lexique d'économie, Dalloz, 8^{ème} édition, 2004

⁹Vinokur, A. ; Mondialisation, Compétitivité et sécurité Humaine, communication, Vienne, conférence générale de l'EADI, 1996.

¹⁰KINKELA NSABI, J.M, *Op.cit.* ,p .17

mondialisation, car vu les différentes contraintes évoquées, ces PMF ne sauront nullement être compétitives en face des grandes entreprises, des groupes et des grandes industries. C'est déjà une bataille perdue à l'avance.

Toutefois, de par des conditions tout à fait particulières de la RDC, notamment: difficultés d'accessibilité dans certains coins et recoins du pays, présence des guerres à répétition, faible pouvoir d'achat de la population, etc..., les grandes entreprises issues de la mondialisation ne sauront pas couvrir tous les secteurs de la vie économique. Ce qui revient à noter que les PME congolaises ont bel et bien une place de choix sur le terrain socio-économique à l'heure de la mondialisation.

En effet, la mondialisation exigeant un partenariat, ces différentes PME de survie doivent quitter la phase de survie en devenant des Petites et Moyennes entreprises durables, dans le cadre d'un entrepreneuriat responsable¹¹.

Par entrepreneuriat responsable, nous entendons : un ensemble d'activités mises au point par un entrepreneur qui assume les risques de créer et de gérer une entreprise en mettant en œuvre les divers facteurs de production (ressources naturelles, humaines, capital) en vue de produire et de vendre sur un marché des biens et des services de manière consciente, responsable et durable.

Notons que cette responsabilité ne pourrait être atteinte qu'en luttant contre les différentes faiblesses évoquées, qui maintiennent les PME congolaises dans la phase de survie. Dans ce cas, dans le cadre de la mondialisation, les différentes PME pourraient jouer trois rôles indispensables :

- le rôle d'alternative pour les secteurs non couverts par les entreprises;
- le rôle de relais ou d'intermédiaire en facilitant par exemple, la distribution des produits issus des grandes industries et entreprises diverses dans certains coins non couverts (géographiques) ;
- le rôle de sous-traitance aux grandes entreprises et industries.

CONCLUSION

Quels enseignements peut-on tirer de cette réflexion ? La principale leçon se fonde sur l'attentisme des initiateurs instruits des PME de survie face aux risques auxquels leur entrepreneuriat est exposé à Kinshasa, capitale de la RDC. Cette étude soutient que ces PME obéissaient à une rationalité de fonctionnement très éloignée de la vision originelle de la naissance des PME.

En effet, elles sont issues d'une situation de pauvreté généralisée et de misère, qui constituent les réponses élaborées par les pauvres. Elles constituent au fait le prolongement de la poche de leurs initiateurs ; elles n'obéissent nullement aux conditions tant de fond que de forme de la création, de la gestion et du fonctionnement d'une PME classique.

Malgré tout, ces PME de survie ont un apport dans la vie socioéconomique du pays. Car, elles occupent environ 80% de la population active du pays. Ce qui revient à conclure que chercher à mieux les organiser, serait un idéal si on veut bien assurer un degré de bien être aux Congolais.

Dans la phase actuelle, compte tenu des différents obstacles évoqués, cette étude affirme que ces PME ne sauront nullement faire face aux grandes entreprises, industries et groupes technologiquement plus avancés, et financièrement plus forts. L'attentisme de leurs initiateurs ne peut être que la résignation, le sentiment de victime.

¹¹Notre propre définition donnée lors des préparatifs du congrès de l'académie de l'entrepreneuriat et de l'innovation, Nantes 2015.

Il va de soi que cette situation n'est pas une fatalité, il y a lieu, dans un élan d'organisation, de faire sauter tous ces verrous pour faire de ces PME, des entreprises durables dans le cadre d'un entrepreneuriat responsable.

Une fois que cette phase sera atteinte, ces différentes PME pourraient jouer des rôles complémentaires aux côtés des grandes entreprises, Industries ou groupes.

BIBLIOGRAPHIE

- ALBERTINI, J.-M., et alii, *Lexique d'économie*, Dalloz, 8^{ème} édition, 2004
- BONGELI Emile, *D'un Etat bébé à un Etat Congolais responsable*, Paris, L'Harmattan, 2008 .
- BONGELI YA. « L'Etat-Bébé » in *Analyses sociales*, volume unique, 2003
- BUSI C., « Les P.M.E, leurs atouts et faiblesses » in *CADICEC Information*, n°103/104, novembre 2004
- ILAKA, « Les Petites et Moyennes Entreprises et la reconstruction Nationale » in *Actes du forum des femmes, du 19 au 22 octobre 1993* Palais du peuple, Kinshasa.
- KINKELA NSABI J.-M., « La RDC dans l'étau de la mondialisation : regard sur la situation avicole », in *Grésea echos*, n°45 Janvier-février-mars 2006/Bruxelles,
- KINKELA NSABI, J.-M., « L'impact de la culture sur la réussite ou l'échec des PME5. Cas de la culture Kongo », in *Actes de l'atelier sur les facteurs de transition de la micro-entreprise à l'entreprise capitaliste moderne*, février 2003, Mbanza Ngungu.
- KINKELA NSABI, J.-M., *Petites et Moyennes entreprises comme stratégie de lutte contre la pauvreté en République Démocratique du Congo « Une contribution à l'économie sociale, mémoire de DEA en sociologie, FSSAP, UNIKIN, 2005-2006*
- VINOKUR, A., *Mondialisation, Compétitivité et sécurité Humaine*, communication, Vienne, conférence générale de l'EADI, 1996.